

Pratiques perçues de copinage: Les sociétés secrètes, l'ethnicité, et la région stimulent-elles les carrières au Cameroun?

Dépêche No. 162 d'Afrobaromètre | Thomas Isbell

Résumé

Une administration efficace et transparente constitue l'épine dorsale d'un état démocratique bien gouverné et d'une économie de marché dans les pays en développement (Grindle & Hilderbrand, 1995). Le recrutement du personnel du secteur public sur la base du mérite joue un rôle important en veillant non seulement à ce que la machine fonctionne harmonieusement, mais aussi à ce que les citoyens ordinaires aient confiance en la façon dont leur pays est gouverné. Les pratiques de copinage ou de favoritisme peuvent compromettre le fonctionnement et la confiance du public (Anderson & Tverdova, 2003; Seligson, 2002; Chanley, Rudolph, & Rahn, 2000; Rothstein & Teorell, 2008).

Au Cameroun, de nombreux critiques du gouvernement arguent depuis longtemps de ce que des facteurs autres que le mérite permettent de déterminer qui occupe les postes gouvernementaux et obtient des promotions (Ayukogem, 2014; Nsom, 2012). Les dirigeants sont accusés de privilégier des régions et groupes ethniques particuliers ainsi que les confrères des sociétés secrètes – de fraternités telles que l'Ekpe, l'Ordre Rosicrucien AMORC, et les Francs-Maçons, et de groupes religieux comme Eckankar et les Illuminatis (Ayukogem, 2014; Nsom, 2012).

Les Camerounais ordinaires pensent-ils que de tels facteurs jouent un rôle important dans les carrières du secteur public? Sur la base des données du Round 6 d'enquêtes d'Afrobaromètre (2015), une forte proportion de la population le pense. En outre, les citoyens qui perçoivent un tel favoritisme dans l'avancement professionnel sont moins susceptibles d'avoir une opinion positive de la démocratie camerounaise.

Enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non partisan qui conduit des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques et les problèmes connexes dans plus de 30 pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits entre 1999 et 2015, et les enquêtes du Round 7 sont en cours. Afrobaromètre réalise des entrevues face-à-face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

Dans le cadre de l'enquête au titre du Round 6 au Cameroun, l'équipe nationale d'Afrobaromètre, dirigée par le Centre d'Études et de Recherche en Économie et Gestion (CEREG), s'est entretenue avec 1.200 adultes camerounais en janvier et février 2015. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec une marge d'erreur d'échantillonnage de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Une enquête Afrobaromètre a été précédemment conduite au Cameroun en 2013.

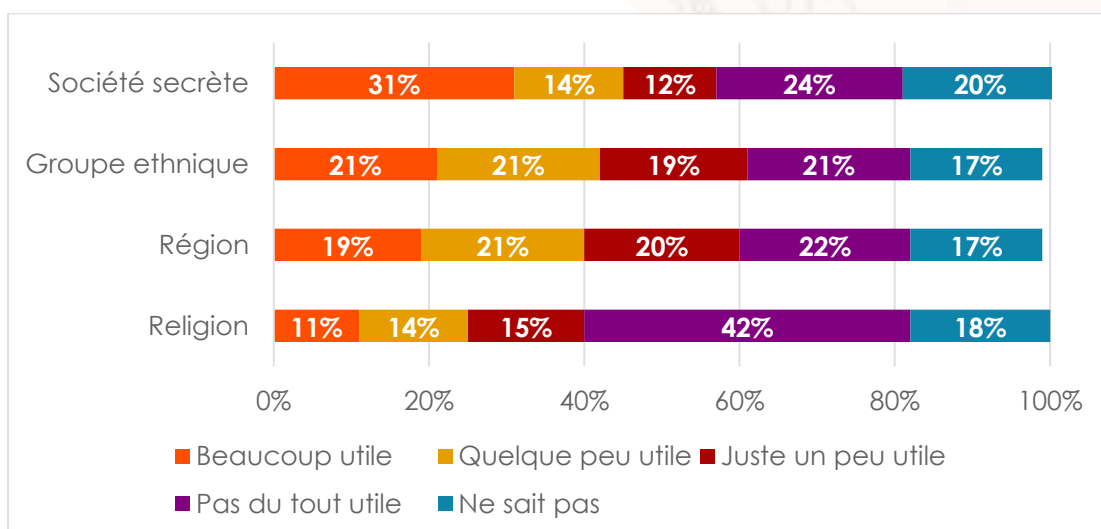
Résultats clés

- Près de la moitié (45%) des Camerounais affirment que l'appartenance à une société secrète aide les gens à atteindre les meilleurs postes dans le secteur public, tandis qu'environ quatre sur 10 estiment que l'appartenance à un certain groupe ethnique (43%) ou à une région (40%) aide. Un sur quatre (25%) seulement affirment qu'appartenir à un groupe religieux particulier aide à poursuivre une carrière dans le secteur public.
- La perception que l'appartenance à une société secrète peut stimuler une carrière est plus répandue parmi les résidents des milieux urbains, les hommes, les personnes âgées, et les mieux instruits. Elle varie fortement selon la région, de 15% à l'Extrême-Nord à 84% à l'Est.
- Les Camerounais qui estiment que leur propre groupe ethnique est « souvent » ou « toujours » injustement traité par le gouvernement sont plus susceptibles de percevoir l'ethnicité comme un facteur important de l'avancement professionnel.
- Les répondants qui perçoivent le favoritisme sur la base de l'appartenance à une société secrète, de l'ethnicité, ou de la région comme un facteur important de l'avancement dans le secteur public sont quelque peu moins susceptibles de donner des évaluations positives de la démocratie camerounaise, de l'efficacité de leurs élections, et des motivations de leurs dirigeants politiques.

Les réseaux sociaux aident-ils les carrières dans le secteur public?

Près de la moitié des Camerounais affirment que l'appartenance à une société secrète ou un groupe secret aide « beaucoup » (31%) ou « quelque peu » (14%) les fonctionnaires à avancer vers les meilleurs postes du gouvernement camerounais (Figure 1). Un sur neuf (12%) des répondants affirment que cela aide « juste quelque peu », tandis qu'un sur quatre (24%) affirment que cela n'aide pas du tout. Un sur cinq (20%) affirment qu'ils « ne savent pas ».

Figure 1: L'adhésion aux réseaux sociaux permet-elle d'avancer vers les meilleurs postes dans le secteur public? | Cameroun | 2015



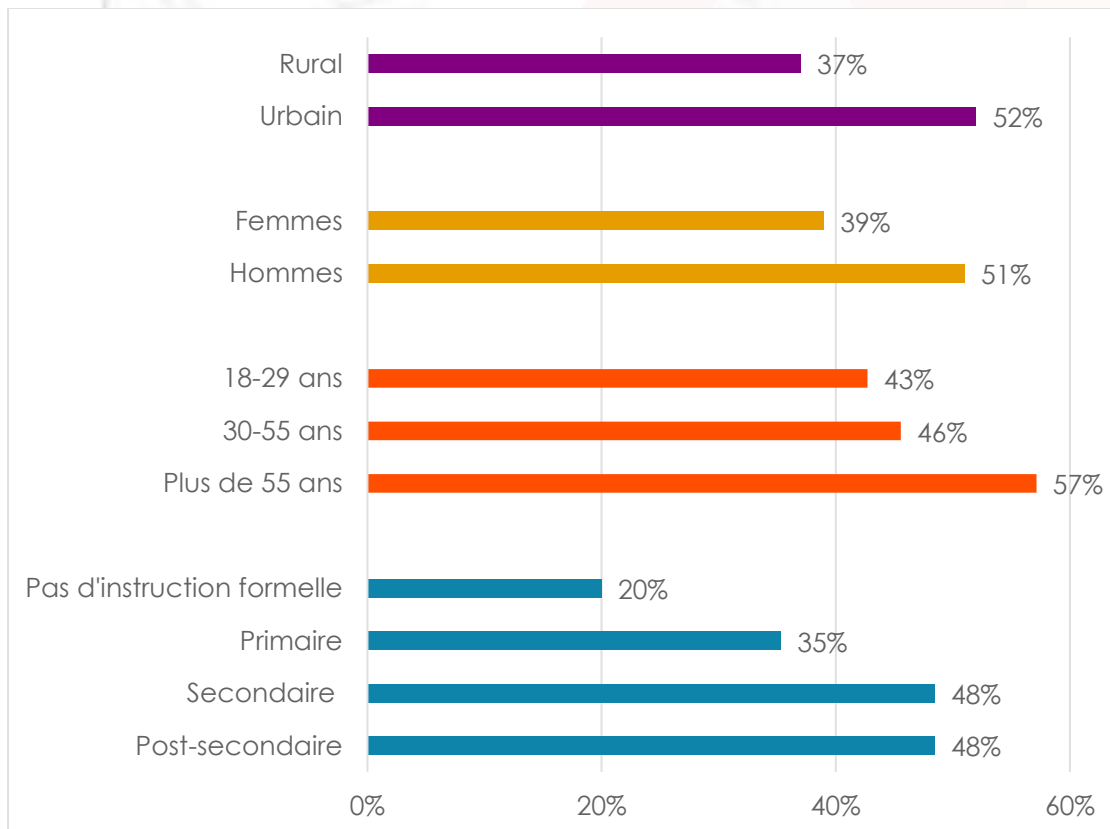
Questions posées aux répondants: À votre avis, dans quelle mesure l'appartenance à des réseaux ou des groupes sociaux suivants permettent aux gens d'accéder à des postes dans la fonction publique dans ce pays: Une société secrète ou un groupe secret? Un groupe ethnique particulier? Une région particulière? Un groupe religieux?

Environ quatre répondants sur 10 considèrent qu'appartenir à un groupe ethnique particulier (43%) ou à une certaine région (40%) aide « quelque peu » ou « beaucoup » à l'avancement de la carrière des fonctionnaires. Un sur quatre Camerounais seulement considèrent qu'appartenir à une religion particulière aide « quelque peu » ou « beaucoup ».

L'appartenance à une société secrète

La perception qu'être membre d'une société secrète est utile à la carrière dans le gouvernement est plus répandue parmi les résidents urbains (52%) et les hommes (51%) que parmi les habitants des régions rurales (37%) et les femmes (39%) (Figure 2). Les répondants les plus âgés sont plus susceptibles d'avoir la même opinion (57% chez les personnes âgées de 56 ans et plus). Parmi les répondants qui n'ont pas d'instruction formelle, 20% seulement considèrent utile l'appartenance à une société secrète, tandis que 40% affirment qu'ils « ne savent pas ». En revanche, chez les répondants avec un niveau d'études secondaire ou post-secondaire, près de la moitié (48%) affirment qu'être dans une société secrète est utile.

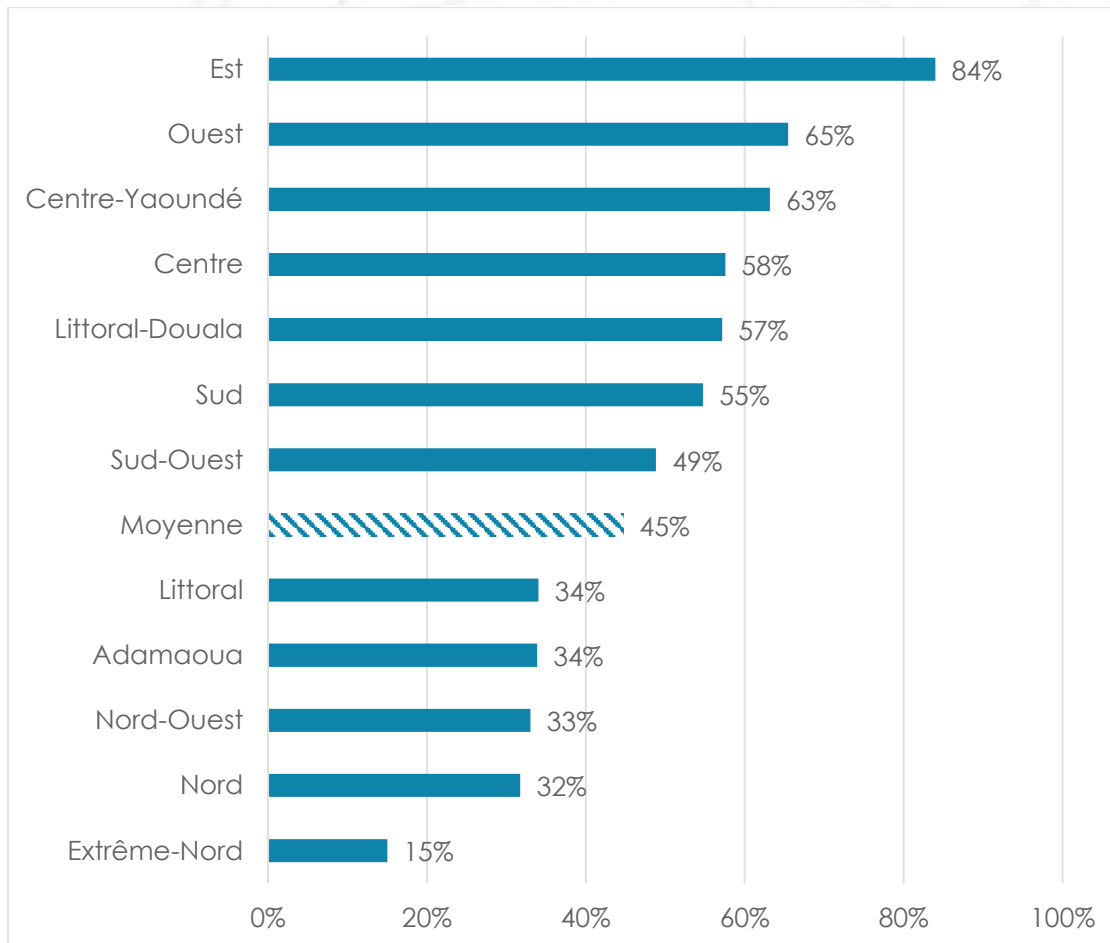
Figure 2: L'appartenance à une société secrète aide la carrière du secteur public
 | par groupe socio-démographique | Cameroun | 2015



Question posée aux répondants: À votre avis, dans quelle mesure l'appartenance à des réseaux ou des groupes sociaux suivants permettent aux gens d'accéder à des postes dans la fonction publique dans ce pays: Une société secrète ou un groupe secret? (% de ceux qui affirment qu'elle est « quelque peu » ou « beaucoup » utile)

Les perceptions sur cette question varient considérablement d'une région à l'autre: Alors qu'une grande majorité considèrent l'appartenance à une société secrète utile à l'Est (84%), à l'Ouest (65%), et au Centre-Yaoundé (63%), beaucoup moins de répondants ont cette perception dans les régions les plus pauvres du Cameroun – Extrême-Nord (15%), Nord (32%), Nord-Ouest (33%), et Adamaoua (34%) (Figure 3).

Figure 3: L'appartenance à une société secrète aide la carrière du secteur public
 | par région | Cameroun | 2015



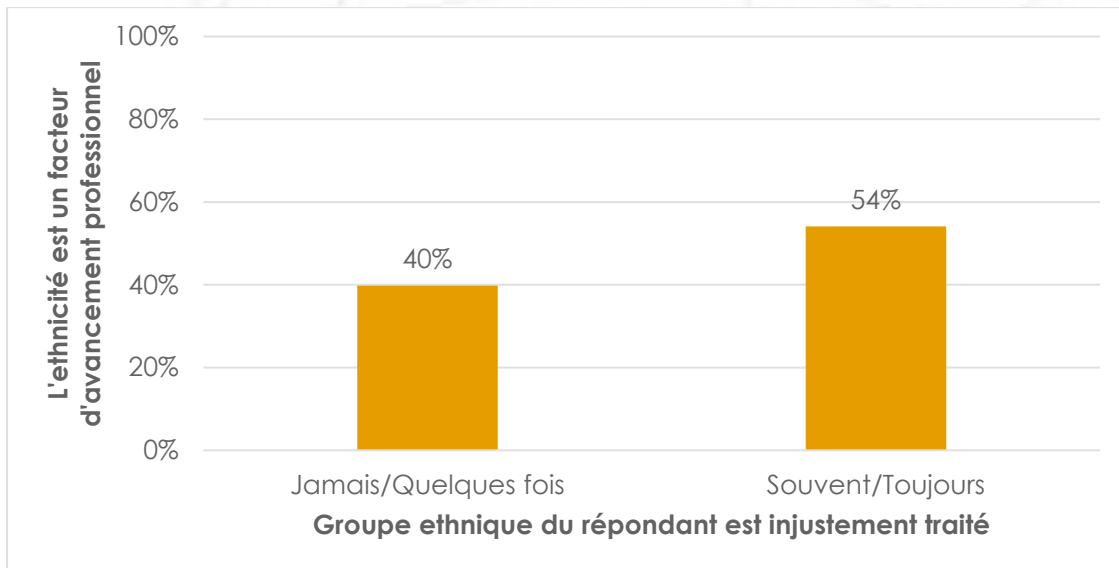
Question posée aux répondants: À votre avis, dans quelle mesure l'appartenance à des réseaux ou des groupes sociaux suivants permettent aux gens d'accéder à des postes dans la fonction publique dans ce pays: *Une société secrète ou un groupe secret?* (% de ceux qui affirment qu'elle est « quelque peu » ou « beaucoup » utile)

Le groupe ethnique

Des différences régionales similaires de perception s'observent quant à savoir si l'appartenance ethnique fait une différence dans l'avancement d'un bureaucrate. En outre, les Camerounais qui, en général, estiment que leur propre groupe ethnique est injustement traité par le gouvernement sont plus susceptibles de percevoir l'ethnicité comme un facteur important dans l'avancement professionnel: 40% des répondants qui affirment que leur groupe ethnique n'est « jamais » ou que « parfois » injustement traité contre 54% de ceux qui affirment que leur groupe ethnique est « souvent » ou « toujours » injustement traité par le gouvernement (Figure 4).

Curieusement, la perception d'une ethnicité comme utile à l'avancement professionnel n'est pas plus fréquente chez les répondants qui s'identifient principalement comme membres d'un groupe ethnique plutôt que comme Camerounais. En effet, ceux qui privilégient leur identité ethnique par rapport à leur identité nationale sont moins susceptibles de considérer l'ethnicité comme un facteur de carrière que ceux qui valorisent leur identité camerounaise au moins autant que leur appartenance ethnique (Figure 5).

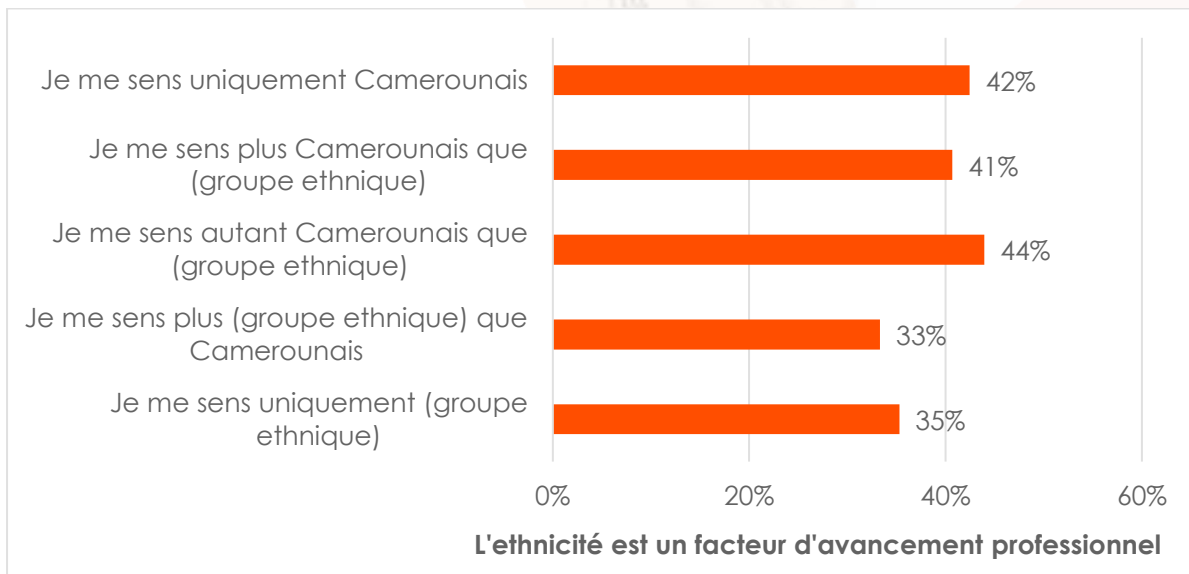
Figure 4: L'ethnicité aide la carrière dans le secteur public | selon le traitement juste ou injuste réservé au groupe ethnique du répondant | Cameroun | 2015



Questions posées aux répondants:

- A quelle fréquence, le cas échéant, est-ce que les _____ [groupe ethnique du répondant] sont injustement traités par le gouvernement?
- À votre avis, dans quelle mesure l'appartenance à des réseaux ou des groupes sociaux suivants permettent aux gens d'accéder à des postes dans la fonction publique dans ce pays: Un groupe ethnique particulier? (% de ceux qui affirment qu'elle est « quelque peu » ou « beaucoup » utile)

Figure 5: L'ethnicité aide la carrière dans le secteur public | par identité ethnique ou nationale | Cameroun | 2015



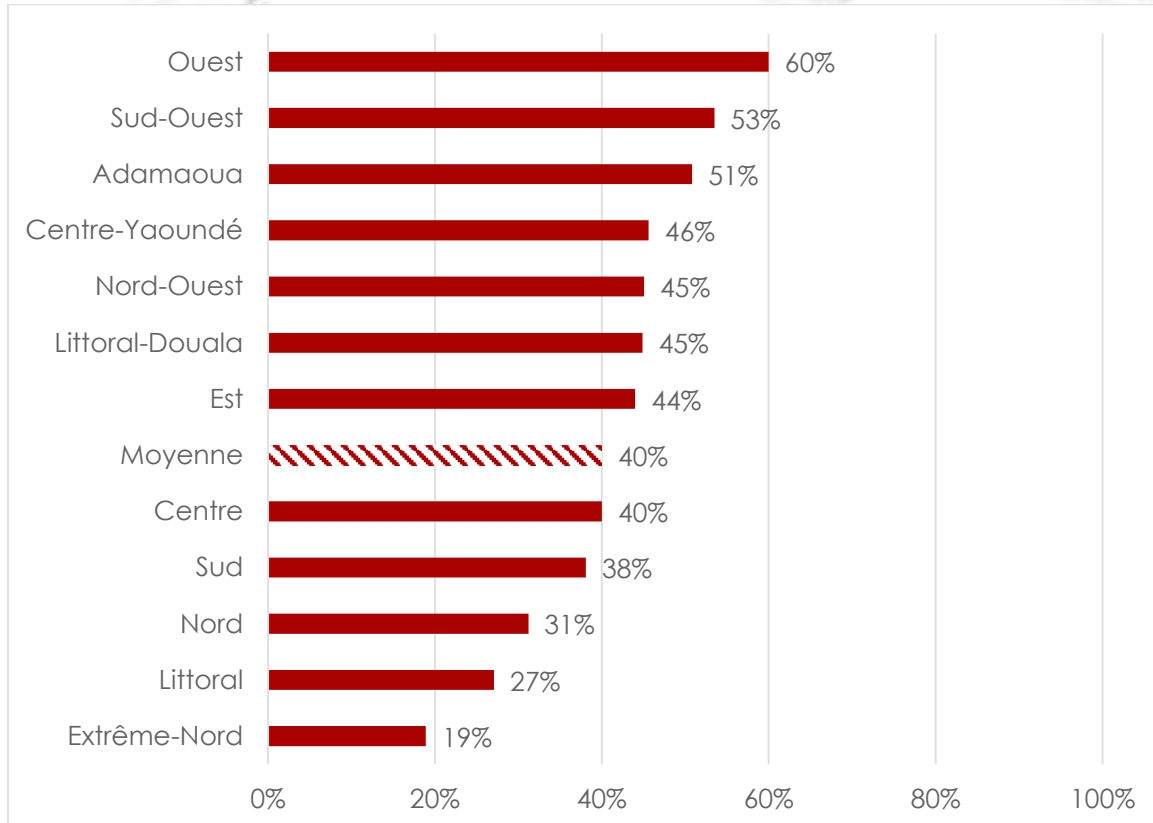
Questions posées aux répondants:

- Supposons que vous ayez à choisir entre être camerounais(e) et être _____ [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments?
- À votre avis, dans quelle mesure l'appartenance à des réseaux ou des groupes sociaux suivants permettent aux gens d'accéder à des postes dans la fonction publique dans ce pays: Un groupe ethnique particulier? (% de ceux qui affirment qu'elle est « quelque peu » ou « beaucoup » utile)

La région

La perception qu'être d'une région donnée est utile dans une carrière dans la fonction publique, partagée par 40% (utile quelque peu/beaucoup) par tous les Camerounais, est beaucoup plus fréquente à l'Ouest (60%), au Sud-Ouest (53%), et dans l'Adamaoua (51%) qu'à l'Extrême-Nord (19%) ou dans le Littoral (27%) (Figure 6).

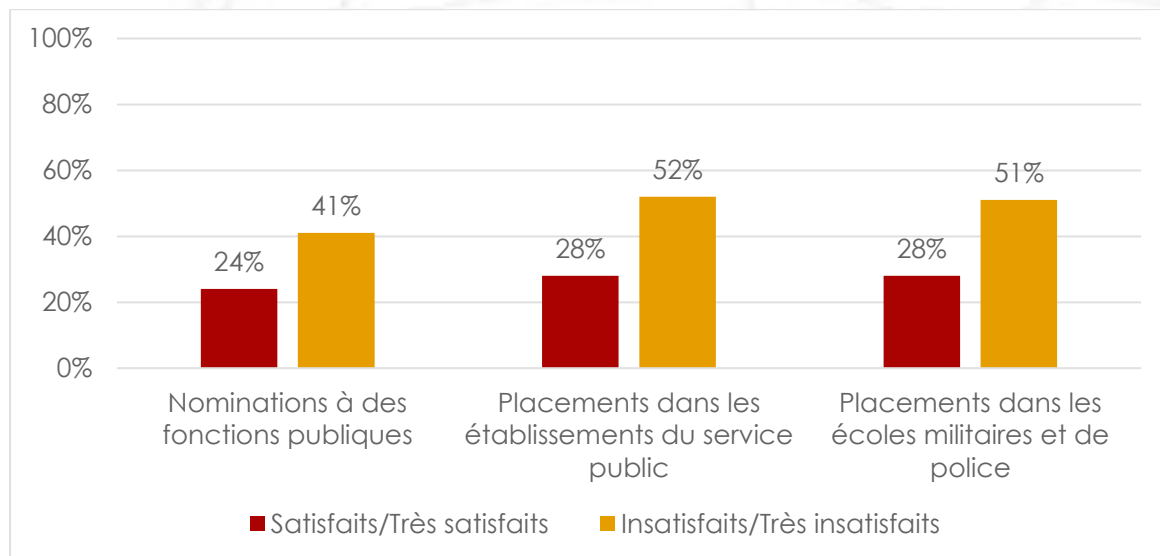
Figure 6: L'affiliation régionale aide la carrière du secteur public | par région
 | Cameroun | 2015



Question posée aux répondants À votre avis, dans quelle mesure l'appartenance à des réseaux ou des groupes sociaux suivants permettent aux gens d'accéder à des postes dans la fonction publique dans ce pays: Une région particulière?
 (% de ceux qui affirment qu'elle est « quelque peu » ou « beaucoup » utile)

Les Camerounais signalent également leur insatisfaction eu égard à la représentation régionale proportionnelle dans les écoles et les institutions de la fonction publique. Moins de trois répondants sur 10 (28%) affirment être « satisfaits » ou « très satisfaits » de la représentation proportionnelle régionale dans les établissements d'enseignement public (par exemple les écoles d'administration et de magistrature (ENAM), d'éducation (ENS), de relations internationales (IRIC), et de service militaire et de police) (Figure 7). Environ un quart seulement (24%) sont satisfaits de la situation quant aux nominations dans la fonction publique et les sociétés d'état.

Figure 7: Représentation régionale proportionnelle dans les écoles publiques et les bureaux publics | Cameroun | 2015



Questions posées aux répondants: *Je voudrais vous parler de la politique de la représentation proportionnelle régionale au Cameroun, vous le savez, le système de répartition des emplois et stages pour les personnes de chaque région sur la base de l'équilibre régional. Pourriez-vous nous dire si vous êtes satisfait ou insatisfait de la manière dont le principe de l'équilibre régional est appliqué dans les secteurs suivants au Cameroun, ou n'avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer: Grandes écoles de formation (ENAM – Ecole National de Magistrature, ENS – Ecole Normale Supérieure, IRIC – Institut des Relations Internationales ...)? Nomination à la haute administration publique (ministères, entreprises publiques ...)? Grandes écoles de formation militaires et de police? (% de ceux qui se disent « quelque peu satisfait » ou « très satisfait »)*

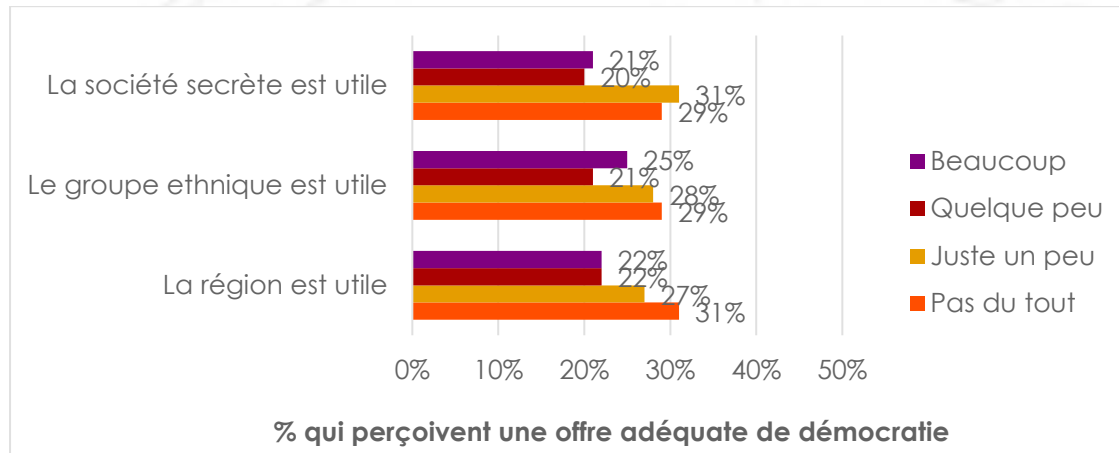
La perception de favoritisme affecte-t-elle les opinions sur la démocratie?

Si le succès dans le secteur public est déterminé en partie par l'appartenance à un groupe particulier plutôt que par le mérite, il est plausible que cela compromette la confiance des citoyens envers le système et leur rôle comme participants actifs. Bien que nos tableaux croisés simples ne nous permettent pas de tirer des conclusions sur la causalité, nous constatons que les Camerounais qui perçoivent le favoritisme sur la base de l'appartenance à une société secrète, à un groupe ethnique, ou à une région comme facteur important des carrières dans la fonction publique sont quelque peu moins susceptibles d'évaluer positivement la démocratie, les élections, et les motivations des dirigeants politiques de leur pays que ceux qui ne perçoivent aucun traitement préférentiel significatif.

Nous examinons d'abord les perceptions des Camerounais concernant l'offre de démocratie dans leur pays, qu'Afrobaromètre mesure en combinant les réponses des répondants à deux questions de l'enquête. Les répondants sont considérés comme percevant une offre adéquate de la démocratie lorsqu'ils 1) considèrent leur pays comme « une pleine démocratie » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » et 2) sont « très satisfaits » ou « assez satisfaits » de « la façon dont la démocratie fonctionne ».

Comme le démontre la Figure 8, les perceptions d'une offre suffisante en démocratie sont d'environ 3-10 points de pourcentages inférieurs chez ceux qui pensent que l'appartenance à une société secrète, une région, ou une ethnie stimulent « quelque peu » ou « beaucoup » les carrières que chez ceux qui perçoivent ces facteurs comme « juste un peu » ou « pas du tout » utiles.

Figure 8: Perception de l'offre de démocratie | par l'étendue de la perception de l'utilité de l'appartenance à un groupe pour la carrière dans le secteur public | Cameroun | 2015

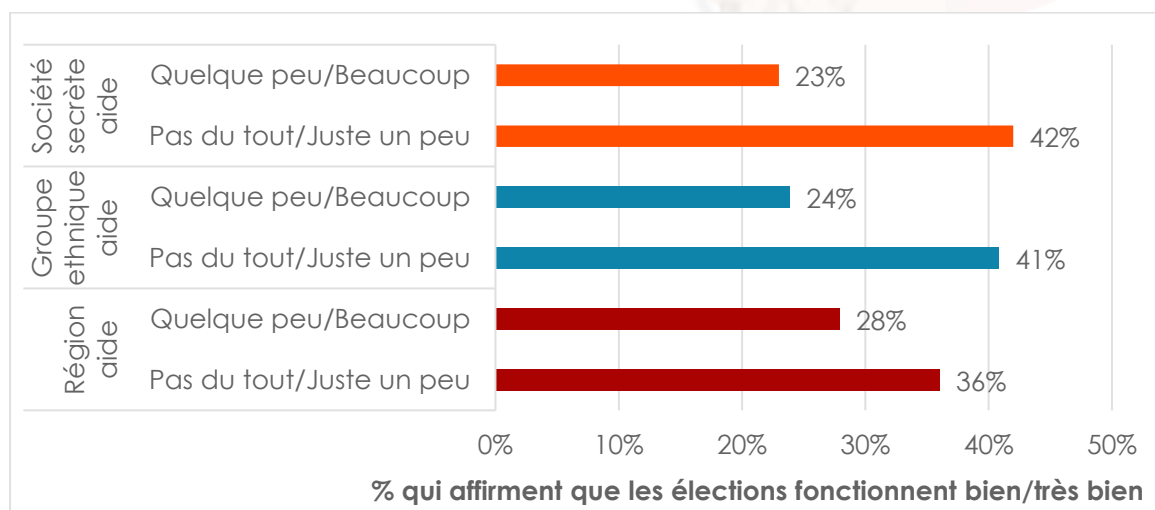


La figure démontre les % de répondants qui perçoivent une offre suffisante de démocratie au Cameroun, mesuré par les réponses à ces deux questions:

- A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Cameroun aujourd'hui?
- Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction avec la manière dont la démocratie fonctionne au Cameroun aujourd'hui?

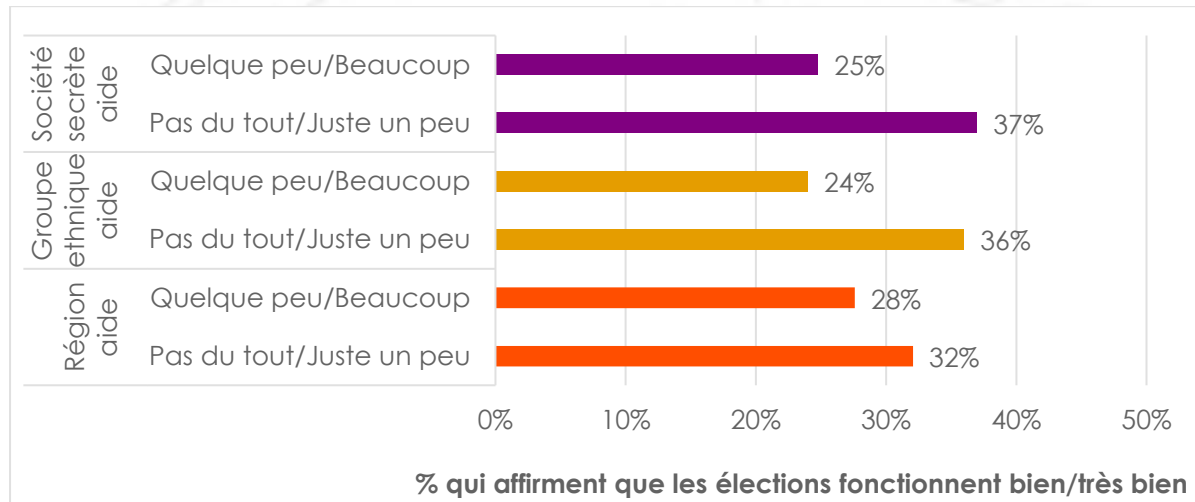
Quant à un aspect plus spécifique de la démocratie, nous observons un schéma similaire par rapport aux évaluations de la façon dont les élections garantissent que les opinions des électeurs soient représentées (Figure 9) et que les électeurs puissent révoquer les dirigeants élus qui ne comblent pas l'attente des électeurs (Figure 10). Par exemple, 23% seulement des répondants qui considèrent l'appartenance à une société secrète « quelque peu » ou « beaucoup » utile dans la promotion de la carrière affirment que les élections garantissent « bien » ou « très bien » que les opinions des électeurs soient représentées, contre 42% de ceux qui perçoivent l'appartenance à une société secrète « quelque peu » ou « pas du tout » utile.

Figure 9: Les élections garantissent que les opinions des électeurs soient reflétées | par l'étendue de la perception de l'utilité de l'appartenance à un groupe pour la carrière dans le secteur public | Cameroun | 2015



Question posée aux répondants: Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections assurent-elles que les représentants au Parlement reflètent les opinions des électeurs?

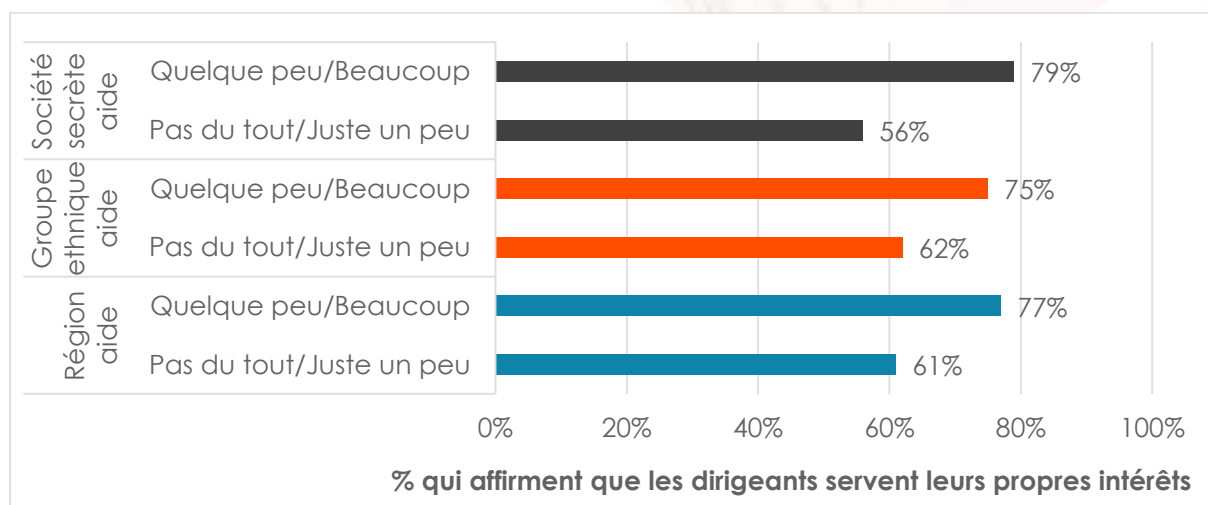
Figure 10: Les élections permettent aux électeurs de révoquer les dirigeants de leur poste | par l'étendue de la perception de l'utilité de l'appartenance à un groupe pour la carrière dans le secteur public | Cameroun | 2015



Question posée aux répondants: Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes?

De même, les répondants qui perçoivent du favoritisme au travail dans les carrières de la fonction publique sont plus susceptibles de penser que les dirigeants de partis politiques s'intéressent principalement à servir leurs propres ambitions plutôt que le bien public (Figure 11). Par exemple, 79% de ceux qui pensent que l'appartenance à une société secrète est utile à une carrière affirment que les leaders politiques sont motivés par leurs propres ambitions, contre 56% de ceux qui ne perçoivent pas le favoritisme comme facteur important.

Figure 11: Les dirigeants servent leurs propres ambitions politiques | par l'étendue de la perception de l'utilité de l'appartenance à un groupe pour la carrière dans le secteur public | Cameroun | 2015

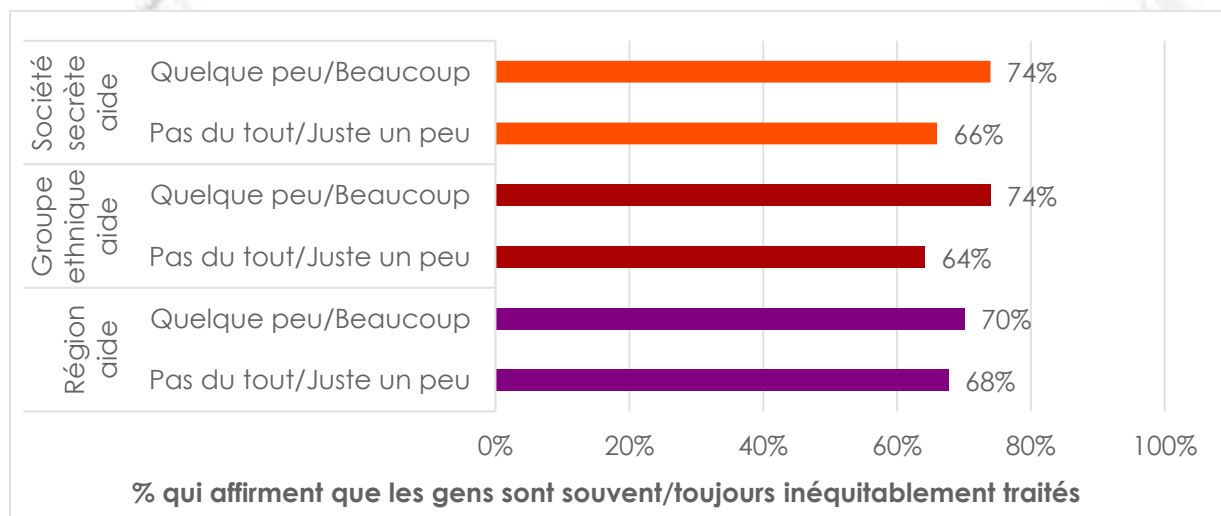


Question posée aux répondants: Pensez-vous que les dirigeants des partis politiques dans ce pays sont plus préoccupés de servir les intérêts du peuple ou plus soucieux de faire avancer leurs propres ambitions politiques, ou n'avez-vous pas suffisamment entendu pour vous prononcer? (% de ceux qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Les tendances sont semblables en ce qui concerne les opinions quant à savoir si les gens sont traités de façon inégale en vertu de la loi, même si la différence est marginale par rapport à l'utilité perçue de la région dans l'ascension vers les meilleurs postes (Figure 12).

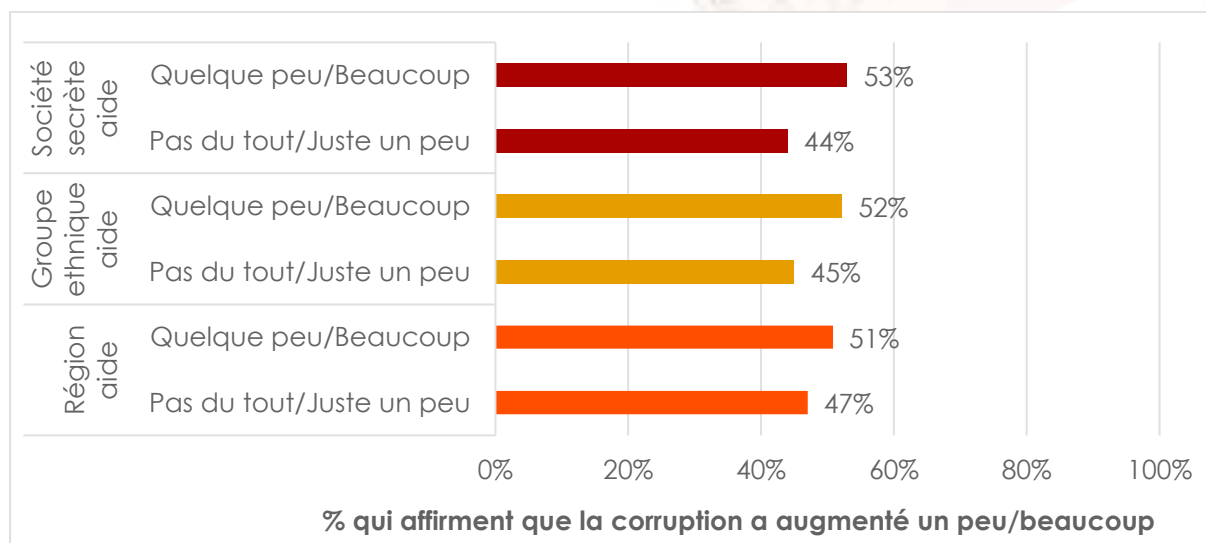
Un accès préférentiel à de meilleures postes dans les services publics peut également se comprendre comme une forme de corruption. Comme le démontre la Figure 13, les répondants qui pensent que l'appartenance à une société secrète, à une ethnie, ou à une région permet d'accéder aux postes les plus élevés dans le secteur public sont plus susceptibles de dire que les niveaux globaux de corruption dans le pays se sont accrus.

Figure 12: Traitement inégal en vertu de la loi | par l'étendue de la perception de l'utilité de l'appartenance à un groupe pour la carrière dans le secteur public | Cameroun | 2015



Question posée aux répondants: A votre avis, à quelle fréquence dans ce pays les gens sont-ils traités inégalement devant la loi?

Figure 13: Niveau de corruption | par l'étendue de la perception de l'utilité de l'appartenance à un groupe pour la carrière dans le secteur public | Cameroun | 2015



Question posée aux répondants: A votre avis, pendant l'année écoulée, le niveau de la corruption dans ce pays a-t-il augmenté, diminué, ou est-il resté le même?

Conclusion

Une portion importante des Camerounais ordinaires pensent que l'appartenance à une société secrète, un groupe ethnique, ou une région particuliers permet d'atteindre les meilleurs postes dans le secteur public. L'appartenance religieuse est moins souvent considérée comme un facteur important dans l'avancement professionnel.

Les perceptions d'un tel traitement préférentiel sont associées à une plus faible perception de l'offre de démocratie et à des opinions moins positives sur les élections et les dirigeants élus. Une analyse plus approfondie permettra d'identifier la causalité, c'est-à-dire de déterminer si la perception qu'ont les citoyens ordinaires de l'état et de ses services est façonnée en partie par la perception de copinage.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre –
sur toutes les questions, tous les pays et tous les rounds
d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Anderson, C. J., & Tverdova, Y. V. (2003). Corruption, political allegiances, and attitudes toward government in contemporary democracies. *American Journal of Political Science*, 47(1), 91-109.
- Ayukogem, O. S. (2014). Who killed Ateba Eyene? The Median. <http://themedianpaper-yde.blogspot.co.za/2014/02/who-killed-ateba-eyene.html>.
- Chanley, V. A., Rudolph, T. J., & Rahn, W. M. (2000). The origins and consequences of public trust in government: A time series analysis. *Public Opinion Quarterly*, 64(3), 239-256.
- Grindle, M. S., & Hilderbrand, M. E. (1995). Building sustainable capacity in the public sector: What can be done? *Public Administration and Development*, 15(5), 441-463.
- Nsom, Y. K. (2012). Biya to chair secret society. Cameroon Postline. <http://www.cameroonpostline.com/biya-to-chair-secret-society/>.
- Rothstein, B., & Teorell, J. (2008). What is quality of government? A theory of impartial government institutions. *Governance*, 21(2), 165-190.
- Seligson, M. A. (2002). The impact of corruption on regime legitimacy: A comparative study of four Latin American countries. *Journal of Politics*, 64(2), 408-433.

Thomas Isbell est doctorant à l'Université de Cape Town en Afrique du Sud. Email: tisbell@afrobarometer.org.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par des spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement de la Démocratie (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut des études de Développement (IDS) à l'Université de Nairobi au Kenya, et l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université d'Etat du Michigan (MSU) et l'Université de Cape Town (UCT) apportent une assistance technique au réseau.

Les Rounds 5 et 6 d'Afrobaromètre ont reçu le soutien financier du Département britannique pour le développement international (DFID), de la Fondation Mo Ibrahim, de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et de la Banque Mondiale.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Dépêche No. 162 d'Afrobaromètre | 6 septembre 2017